



RCS : LILLE METROPOLE

Code greffe : 5910

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de LILLE METROPOLE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1956 B 00053

Numéro SIREN : 456 500 537

Nom ou dénomination : DALKIA

Ce dépôt a été enregistré le 26/07/2017 sous le numéro de dépôt 11260

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE LILLE MÉTROPOLE

445 boulevard Gambetta
CS 60455
59338 Tourcoing Cedex

Dalkia Direction Juridique
quartier Valmy Espace 21 33 Place Ronde
92981 Paris la Defense Cedex

RECEPISSE DE DEPOT DES COMPTES ET BILANS ANNUELS

Dénomination : DALKIA

Numéro RCS : 456 500 537

Numéro Gestion : 1956B00053

Forme Juridique : Société anonyme

Adresse: 37 avenue du Mal de Lattre de Tassigny
59350 Saint-André-lez-Lille

Dépôt des Comptes Annuels

Exercice clôturé le : 31/12/2016

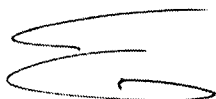
Durée de l'exercice : 12 mois

Comptes annuels déposé le : 21/07/2017

Sous le numéro : 11260

Délivré à Lille Métropole le 26 juillet 2017

Le Greffier,





Société Anonyme au capital de 220 047 504 €
Siège social : 37 avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny 59350 SAINT-ANDRE
456 500 537 RCS Lille Métropole

ETATS FINANCIERS DALKIA SA
DU 31 12 2016

Certifié conforme

BILANS COMPARÉS AU 31 DECEMBRE 2016

(en milliers d'euros)

ACTIF	Montant Brut	Amortissements et provisions	Montant net 31/12/2016	Montant net 31/12/2015
ACTIF IMMOBILE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche				
Brevets et logiciels	156 026	104 859	51 167	43 305
Fonds commercial	22 164	7 975	14 189	13 554
Autres immobilisations incorporelles	40 807		40 807	28 382
Immobilisations corporelles				
Terrains	368		368	371
Constructions	22 204	16 396	5 808	6 360
Autres installations techniques	652 678	250 938	401 740	369 867
Autres immobilisations corporelles	19 665	11 925	7 740	5 604
Immobilisations corporelles en cours	37 676		37 676	47 475
Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations	419 238	108 962	310 286	250 916
Créances rattachées à des participations	562 676	10 800	551 876	460 400
Autres titres immobilisés	1 132	226	906	640
Prêts	3 264		3 264	2 085
Autres	42 261		42 261	15 728
Total I	1 980 159	612 071	1 468 088	1 245 677
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements	24 228	5 974	18 254	20 025
En-cours de production	50 738		50 738	81 779
Marchandises	4 053		4 053	3 962
Avances et acomptes versés sur commandes	1 092		1 092	1 113
Créances				
Créances clients et comptes rattachés	562 164	6 646	545 518	545 670
Autres créances	916 451	48 492	866 960	831 437
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	5 739		5 739	32 583
Comptes de régularisation				
Charges constatées d'avance	27 511		27 511	23 176
Total II	1 581 976	62 112	1 519 864	1 539 745
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Ecart de conversion actif (IV)				
Total général (I + II + III + IV)	3 562 135	674 183	2 987 952	2 785 422

BILANS COMPARÉS AU 31 DECEMBRE 2016

(en milliers d'euros)

PASSIF	31/12/16	31/12/15
CAPITAUX PROPRES		
Capital	220 048	220 048
Primes d'émission, fusion	180 267	92 161
Ecart de réévaluation	45	45
Réserves		
Réserve légale	22 108	22 108
Réserves réglementées	1	1
Autres	51 357	51 357
Report à nouveau	17 209	-7 017
Acompte sur dividendes		
Résultat de l'exercice	34 614	45 121
Situation nette	475 638	423 813
Subventions d'investissements	49 981	48 479
Provisions réglementées	73 693	79 186
Total I	699 312	561 478
Avances conditionnées		
Total II	0	0
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provision pour risques	68 496	66 092
Provision pour charges	36 334	31 113
Total III	104 830	88 205
DETTES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	39 212	73 086
Emprunts et dettes financières diverses	1 328 736	1 173 930
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	6 164	6 826
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	525 517	495 481
Dettes fiscales et sociales	270 862	268 008
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	400	823
Autres dettes	58 345	58 740
Comptes de régularisation		
Produits constatés d'avance	65 836	73 293
Total IV	2 280 862	2 147 186
Ecart de conversion passif V	2 948	673
Total général (I+II+III+IV+V)	2 987 952	2 786 422

COMPTES DE RESULTATS COMPARES

(en milliers d'euros)	31/12/16	31/12/15
Produits d'exploitation		
Ventes de marchandises	443	783
Produits de services	2 039 090	2 064 783
Sous-total A - Montant du chiffre d'affaires	2 039 533	2 065 566
Production stockée	-30 419	5 819
Production immobilisée	69 065	66 476
Subvention d'exploitation	58	94
Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges	31 369	28 041
Autres produits	187 371	208 352
Sous-total B	257 444	308 782
Total I (A + B)	2 296 977	2 374 348
Charges d'exploitation		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	742 458	817 379
Variation des stocks	1 315	-9 730
Autres achats et charges externes	907 776	901 226
Impôts, taxes et versements assimilés	41 200	41 861
Salaires et traitements	400 130	397 573
Charges sociales	182 762	186 456
Dotations aux amortissements et aux provisions		
Sur immobilisations : (amortissements)	68 076	48 310
Sur actif circulant : (provisions)	4 779	6 479
Pour risques et charges : (provisions)	10 956	10 940
Autres charges	17 800	13 731
Total II	2 367 252	2 414 325
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-70 275	-39 977
Opérations en commun		
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)	22 699	11 907
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)	11 719	12 518
Produits financiers		
Produits financiers de participation	65 693	109 518
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	40 866	28 240
Autres intérêts et produits assimilés	16 498	4 164
Reprises sur provisions et transferts de charges	2 183	13 128
Différences positives de change	163	67
Produits nets sur cessions VMP		
Total V	125 402	156 117
Charges financières		
Dotations aux amortissements et aux provisions	34 386	67 476
Intérêts et charges assimilés	31 735	19 633
Différences négatives de change	295	40
Total VI	66 416	87 148
RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)	58 986	68 969
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT (I - II + III - IV + V - VI)	-309	28 381
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	3 317	4 229
Sur opérations en capital	62 285	9 722
Reprises sur provisions et transferts de charges	26 241	55 481
Total VII	91 843	69 412
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	19 139	17 784
Sur opérations en capital	29 762	39 595
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	22 550	10 173
Total VIII	71 451	67 552
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	20 392	1 860
Participation des salariés aux fruits de l'expansion (IX)	0	0
Impôt sur les bénéfices (X)	-14 531	-14 880
Total des produits (I + III + V + VII)	2 536 922	2 611 784
Total des charges (II + IV + VI + VIII + IX + X)	2 502 308	2 586 663
RESULTAT	34 614	45 121

Dalkia S.A

Au capital de 220 047 504 euros
37 av. du Maréchal de Lattre de Tassigny
59 350 Saint André lez Lille
Siren : 456 500 537

La présente annexe fait partie des comptes sociaux : elle comporte des éléments d'information complémentaire au bilan et au compte de résultat, de façon à ce que l'ensemble donne une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'entreprise.

Ces derniers ont été arrêtés le 9 février 2017 par le Conseil de la société.

Au 31 décembre 2016 :

Le total du bilan avant répartition du résultat de l'exercice s'élève à : **2 987 951 939 €**
Le compte de résultat dégage un bénéfice de : **34 613 910 €**

L'exercice a une durée de 12 mois couvrant la période du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2016. L'exercice précédent avait également une période de 12 mois.

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont élaborés et présentés conformément aux dispositions du Code de Commerce et du Règlement ANC N°2014-03 et autres dispositions législatives et réglementaires en vigueur en France.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables,
- Indépendance des exercices, et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Faits caractéristiques de l'exercice 2016

DALKIA a au cours de l'exercice procédé à l'acquisition ou à la cession de sociétés sur le périmètre France et International.

Les principales opérations sont rappelées ci-après :

- Cession de participations de 70% des sociétés Cogestar/Cogestar 2 à la société Bolétus Finance ;
- Acquisition des sociétés Techsim, Bugatec Développement, Barkantine (UK) et Fenice Russie ;
- Acquisition de la société Groom Energy Solutions par la société Dalkia US ;
- Acquisition à 75% du groupe TIRU (20 sociétés) ;
- Cession de participations dans les sociétés DBI et Rive Droite Environnement.

Dalkia a par ailleurs créé des sociétés afin d'assurer sa croissance Interne ou pour développer des partenariats avec des entités du groupe EDF :

- Apport d'activités et des titres Hautpierre, SNETE et Strasbourg Energie à une société commune entre Dalkia et Electricité de Strasbourg, renommée ES Services Energétiques ;
- Création d'une JV nommée EDF Energy Services entre Dalkia et EDF Energy UK ;
- Création de la société JV Luminus entre Dalkia (49%) et Luminus (51%) ;
- Création des sociétés RCS Exploitation, RCS Infrastructure, Toulouse Energie Durable, Eco Chaleur Blois, Synergie, SVD77 (Evry), ELM, ELM Opération (Lyon), et Roanne Energie, ainsi que de 2 sociétés holdings non opérationnelles aux Etats-Unis et en Russie.

Enfin, l'organigramme juridique de Dalkia a fait l'objet de simplifications pour des raisons de rationalisation, d'optimisation ou liées à des fins d'activité :

- Transmission universelle de patrimoine de la société Valmy Energie dans Dalkia.
- Liquidation des sociétés Industelec Services, Thermevra, STSM, STLN, SOTRIS et Barcelonnette.

A - ÉLÉMENTS D'INFORMATION RELATIFS AUX COMPTES DE BILAN

1. BILAN - ACTIF

1.1. Variation des immobilisations brutes

La variation des immobilisations brutes inscrites à l'actif se présente comme suit :

(Milliers d'euros)

	Valeurs brutes à l'ouverture	Augmentations et virement de poste à poste		Diminutions	Valeurs brutes à la clôture
Imm. Incorporelles	198.764	34.881 (1)		14.647	218.997
Imm. Corporelles	691.758	67.796 (2)		26.963	732.591
Imm. Financières	842.559	354.491 (3)		168.480 (3)	1.028.571
Total	1.733.081	457.168		210.090	1.980.159

- (1) Les principaux éléments de variation des immobilisations incorporelles correspondent aux nouveaux projets informatiques.
- (2) Les éléments de cette augmentation sont pour l'essentiel la production à soi-même de biens à hauteur de 63,5 millions d'euros en 2016.
- (3) La variation de l'année 2016 correspond principalement à l'attribution de prêts à long terme aux filiales à hauteur de 217,8 millions d'euros, l'acquisition de plusieurs filiales pour plus de 74 millions d'euros, le remboursement partiel du capital des prêts pour un montant de 116,2 millions d'euros, la fusion et la cession partielle de trois filiales générant 33,5 millions d'euros de sortie de titres.

1.2. Immobilisations incorporelles

Lors de leur entrée dans le patrimoine de l'entreprise, les immobilisations incorporelles sont enregistrées conformément aux règlements CRC 2004-06 et 2002-10 / 2003-07 :

- à leur coût d'acquisition pour celles acquises à titre onéreux, dans des conditions ordinaires ;
- à leur coût de production pour celles produites par l'entreprise ;
- à leur valeur vénale pour celles acquises à titre gratuit, par voie d'échange et reçues à titre d'apport en nature.

Le coût d'acquisition d'une immobilisation incorporelle est constitué des éléments suivants :

- son prix d'achat,
- tous les coûts directement attribuables (frais accessoires)

Elles sont principalement composées :

- D'éléments acquis de fonds de commerce qui sont amortis sur une durée qui varie de 15 à 40 ans ;
- De logiciels, amortis en règle générale sur 12 mois prorata temporis, ou sur leur durée d'utilisation pour les investissements importants, et de licences amorties entre 3 et 10 ans.

1.3. Immobilisations corporelles

Lors de leur entrée dans le patrimoine de l'entreprise, les immobilisations corporelles sont enregistrées conformément aux règlements CRC 2004-06 et 2002-10 / 2003-07 :

- à leur coût d'acquisition pour celles acquises à titre onéreux, dans des conditions ordinaires ;
- à leur coût de production pour celles produites par l'entreprise ;
- à leur valeur vénale pour celles acquises à titre gratuit, par voie d'échange et reçues à titre d'apport en nature.

Le coût d'acquisition d'une immobilisation corporelle est constitué des éléments suivants :

- son prix d'achat,
- tous les coûts directement attribuables (frais accessoires)

Elles sont composées des immobilisations du domaine privé et des immobilisations du domaine concédé.

Les immobilisations en cours représentent des acomptes et des situations de travaux relatifs à des opérations importantes non achevées à la date de la clôture et qui seront transférées aux comptes d'immobilisations terminées après leur achèvement.

1.3.1 Immobilisations du domaine privé

Les immobilisations du domaine privé sont amorties en fonction de leur durée d'utilité.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif, et selon les durées d'utilité estimées suivantes :

- Constructions.....10 à 40 ans
- Agencements et Aménagements des Constructions..... 10 ans
- Installations Techniques.....Durée de vie du matériel
- Matériel et outillage.....5 ans
- Autres Immobilisations Corporelles.....4 à 12 ans

1.3.2 Immobilisations du domaine concédé

La Société gère en tant que délégataire de service public des installations financées selon le cas, par les collectivités locales ou par elle-même. A ce titre, seules les installations qu'elle a financées figurent à l'actif du bilan, en tant qu'immobilisations du domaine concédé. Ces immobilisations devront être remises gratuitement et en état de fonctionnement à l'autorité concédante à l'issue du contrat de concession.

Parmi les immobilisations du domaine concédé, seules les immobilisations dites renouvelables - c'est à dire devant être renouvelées au moins une fois avant la fin de la concession - font l'objet d'un amortissement industriel en fonction de leur durée d'utilité.

Un amortissement financier appelé « Provision pour Reconstitution des Capitaux Investis ou PRCI » est pratiqué sur la totalité des immobilisations du domaine concédé - renouvelables ou non - afin d'amortir sur la durée du contrat le coût de financement du bien à l'origine et des extensions. Ces amortissements financiers sont inscrits aux passifs.

1.4. Mouvements des amortissements

(Milliers d'euros)

	Amortissements à l'ouverture	Dotations	Reprises	Amortissements à la clôture
Immo. incorporelles	111.247	14.999	14.648	111.598
Immo. corporelles	261.443	43.077	25.826	278.695
Total	372.690	58.076	40.474	390.293

1.5. Immobilisations financières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat, hors frais accessoires.

La valeur nette comptable des titres de participation est leur coût d'acquisition à leur date d'entrée dans le patrimoine de la société. La société a pris l'option d'activer les frais inhérents à l'acquisition des titres de participation.

1.5.1 Suivi de la valeur des Immobilisations financières

L'évaluation de la valeur nette comptable d'un actif est effectuée dès que des événements ou des changements de circonstances indiquent que la valeur comptable de cet actif pourrait être supérieure à sa valeur d'usage. Cette valeur est déterminée en fonction de critères fondés sur la nature de l'actif, son utilité pour la société, sa rentabilité et sa capacité à générer des flux de trésorerie futurs suffisants pour couvrir sa valeur comptable. Ces flux futurs de trésorerie sont estimés à partir des prévisions établies par le management en charge de la gestion de l'actif, dans le cadre d'une procédure budgétaire habituelle pour l'exercice en cours, et le cas échéant, d'un plan long terme pour les 5 années suivantes. Dans ce cadre, Dalkia peut être amenée à procéder à des estimations et à retenir des hypothèses qui affectent la valeur d'usage de l'actif.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées. Dans le cas où la valeur nette comptable est supérieure à la valeur d'usage, une provision est constituée pour la différence.

1.5.2 Les créances rattachées à des participations

Elles se rapportent à des opérations correspondant à des contrats de prêts à l'exclusion des conventions de comptes courants conclus avec des sociétés dont Dalkia détient directement une part du capital.

1.6. Stocks

Une filiale de Dalkia gère l'ensemble des achats et des stocks de combustibles sur le plan national et refacture à chacune des sociétés du groupe le montant de leurs consommations. Il n'y a pas, de ce fait, de stock de combustibles significatif à l'actif du bilan de Dalkia.

Les stocks sont essentiellement constitués par les pièces de rechange des installations; et le cas échéant, par les en-cours de production.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entreprise, les stocks et en-cours sont enregistrés :

- à leur coût d'acquisition, pour les biens acquis à titre onéreux dans des conditions ordinaires (approvisionnements et marchandises) ;
- à leur coût de production, pour les biens produits (produits et en-cours) ;
- à leur valeur vénale pour les biens acquis à titre gratuit, par voie d'échange et reçus à titre d'apport en nature.

Le stock de pièces de rechange est valorisé selon la méthode FIFO. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée.

1.6.1 Stocks CO2

Les quotas d'émission de gaz à effet de serre alloués par l'Etat sont comptabilisés dans un compte de stock à leur coût d'acquisition lorsque les quotas sont acquis ou pour une valeur nulle lorsque les quotas sont alloués. La méthode de valorisation est le CUMP. Le stock au 31/12/2016 s'élève à 18 milliers d'euros.

1.6.2 Stocks CEE

Les certificats délivrés par l'Etat (**Pôle National des CEE (PNCEE)**) sont comptabilisés dans un compte de stock à leur coût d'acquisition lorsque les quotas sont acquis ou à leur coût de production lors des dépôts des dossiers au Pôle.

Compte tenu de son modèle économique, la société a appliqué le modèle dit d'«économie d'énergie» conformément à l'article 616-2 du PCG. Les certificats destinés à couvrir les obligations d'économies d'énergie, sont distingués de ceux destinés à couvrir les obligations futures. Entre le début de la période d'obligation et la date de restitution, les certificats d'économies d'énergie sont identifiés en engagement matière. Ils démontrent la preuve de la conformité de l'entreprise à ses obligations de restitution de certificats d'économies d'énergie.

Ces certificats d'économies d'énergie sont valorisés au CUMP qui s'élève au 31 décembre 2016 à 2,10 € kWh cumac. Ce montant correspond à la moyenne des avoirs émis au cours de l'exercice 2016 vis-à-vis des clients suite à l'obtention de CEE liés à des travaux réalisés sur leurs installations.

A la clôture de l'exercice, il a été obtenu ou demandé de nouveaux certificats permettant d'aboutir à un stock de CEE de 10 669 185 969 kWh cumac avant prise en compte de l'obligation de restitution pour cette année de 938 122 114 kWh cumac. En conséquence, le stock à la clôture s'élève à 9 731 063 855 kWh cumac.

Les certificats d'économies d'énergie sont comptabilisés dans un compte de stock à leur coût d'acquisition lorsque les certificats sont acquis ou à leur coût de production.

La méthode de valorisation est le CUMP (1,5 € sur l'année 2016). Le stock brut au 31/12/2016 s'élève à 20.448 milliers d'euros, soit 9 731 063 855 kWh cumac au coût unitaire de 2,10 € par kWh cumac. La dépréciation comptabilisée sur ce stock est la résultante de l'écart entre le CUMP et la valeur de transaction sur les marchés de gré à gré sur la fin d'année (1,69 €) et s'élève à 4.402 milliers d'euros à fin Décembre 2016.

1.6.3 Stocks des en cours de production

Les encours de production de biens et de services comprennent les travaux en cours de réalisation. La méthode retenue est la constatation de la marge à l'achèvement. De ce fait, la facturation émise au titre des chantiers en cours figure en produits constatés d'avance, les déboursés sur ces mêmes opérations étant inscrits en travaux en cours. La valorisation des travaux en cours comporte le coût des pièces et fournitures mises en œuvre, ainsi que les frais directs de chantiers et les frais généraux correspondants. Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur des encours de production ils font alors l'objet d'une estimation au regard de leur valeur recouvrable et, le cas échéant, d'une provision pour dépréciation.

1.7. Créances

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la solvabilité du créancier induit un risque de non-recouvrabilité. Lorsque l'ancienneté de la créance s'explique par l'existence d'un litige, une provision pour risque est comptabilisée au passif du bilan.

Les produits à recevoir comprennent essentiellement des livraisons de chaleur ou d'électricité et des travaux terminés non encore facturés.

1.8. Charges constatées d'avance

Ces charges correspondent en grande partie aux dépenses engagées par la société pour faire face aux sinistres survenus sur les exploitations gérées et qui seront prises en charge par les compagnies d'assurance concernées.

2. BILAN - PASSIF**2.1. Capital social**

Le capital social est composé de 13.752.969 actions de 16 euros.

Le montant de la réserve spéciale de la réévaluation constituée en 1976 puis incorporée au capital s'élève à 6,7 millions d'euros.

2.2. Variation des capitaux propres

• Du 31/12/2015 au 31/12/2016

En Milliers d'euros		A l'ouverture de l'exercice	Augmentation	Diminution	A la clôture de l'exercice
Capital social		220.048			220.048
Primes liées au capital	(1)	92.151	38.106		130.257
Ecart de réévaluation		45			45
Réserves		73.466			73.466
Report à nouveau	(2)	(7.017)	45.121	20.895	17.209
Résultat de l'exercice	(2)	45.121	34.614	45.121	34.614
Subventions d'invest. Nettes	(3)	48.479	1.808	306	49.981
Provisions réglementées	(4)	79.185		5.492	73.693
Total		551.478	119.649	71.814	599.312

(1) Boni de fusion inscrits en capitaux propres

Les Boni de fusion inscrits en capitaux propres en 2016 proviennent de la société Sotris pour 537 K€ et de la société Valmy Energies pour 37 568 K€.
En revanche, le boni de TUP de la société Barcelonnette d'un montant de 25 K€ a été enregistré en résultat exceptionnel.

(2) Selon l'affectation de résultat 2015 :

- a. Distribution de dividendes aux actionnaires : 19 942 K€
- b. Rémunération de l'engagement de concours financier : 953 K€

(3) Subventions

Les subventions d'investissements reçues pour assurer le financement d'immobilisations sont rapportées au compte de résultat sur la même durée et au même rythme que l'amortissement du bien financé.

(4) Reprise annuelle de provision pour amortissement dérogatoire

2.3. Provisions

(Milliers d'euros)

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	Dotations et Apports de l'exercice	Reprises provisions utilisées	Reprises provisions non utilisées	Montant à la fin de l'exercice
Provisions réglementées					
Amortissements dérogatoires	79.185		5.493		73.693
Prov. spéciale de réévaluation	-		-		-
TOTAL I	79.185	-	5.493		73.693
Provisions pour risques et charges					
Provisions pour risques :					
- Litiges et divers	33.099	22.072	10.254	-	44.916
- Sinistres	21.993	7.759	6.172		23.580
Total provisions pour risques	55.092	29.831	16.426	-	68.496
Provisions pour charges :					
- Provision pour Impôts	2.605		2.605		-
- PRCI et Garantie totale	28.508	9.323	1.498		36.334
Total provisions pour charges	31.113	9.323	4.103		36.334
TOTAL II	86.205	39.154	20.529	-	104.830
Provisions pour dépréciation					
Immobilisations incorporelles	1.276	-	39		1.236
Immobilisations corporelles	648	-	84		564
Immobilisations financières	112.790	18.963	11.775		119.978
Stocks	6.380	4.402	4.808		5.974
Clients	9.290	377	3.020		6.646
Autres créances	39.112	12.123	1.744		49.492
TOTAL III	169.496	35.865	21.470		183.890
TOTAL GENERAL	334.886	75.019	47.492	-	362.413
Dotations et reprises					
- d'exploitation		15.735	16.483		
- financières		34.386	2.183		
- exceptionnelles		22.550	26.241		
Apports par transmission		2.347			
Apport partiel d'actif			2.585		

2.3.1 Provisions pour risques et charges**(I) Provisions liées aux contrats de concession**

Pour les contrats de concession, la société procède à un amortissement financier (appelé encore amortissement de caducité), il est calculé sur la durée du contrat, pour les immobilisations du domaine concédé qui figurent à l'actif du bilan (Investissement d'origine et extensions).

(II) Provisions pour litiges et contentieux

La politique en matière de provisionnement des litiges et des contentieux consiste à apprécier à la clôture de chaque exercice les conséquences financières de chaque litige et les probabilités qui leur sont associées. Les provisions pour risques correspondantes sont dès lors ajustées pour refléter cette appréciation.

(III) Provisions pour sinistres

Les sinistres survenant sur les exploitations gérées par notre société sont pour la plupart couverts par les polices d'assurance souscrites à cet effet. La part non couverte correspondant en général aux franchises ou à des contentieux en cours sur des sinistres pour lesquels la responsabilité n'est pas définitivement établie fait l'objet de provisions ajustées à chaque clôture en fonction de l'évolution des dossiers.

(IV) Provisions pour perte à terminaison

Les contrats dégageant une perte finale probable font l'objet d'une provision pour perte à terminaison. La perte est provisionnée en totalité dès qu'elle est connue et estimée de manière fiable.

(v) Provisions pour contrôle Urssaf 2013-2015

Dalkia a réglé la totalité du redressement Urssaf mais a constitué une provision pour risques sur les points qu'elle entend contester, le montant s'élève à 11,3 millions d'euros.

2.3.2 Redressement des reprises sur provisions sur filiales

Afin de ne pas déséquilibrer le résultat courant et le résultat exceptionnel, la société a reclassé en exceptionnel des reprises de provisions sur titres (provisions dotées à l'origine, en financier) des filiales cédées et liquidées. Le reclassement s'élève à 8.644 milliers d'euros.

2.4. Produits constatés d'avance

Ils correspondent essentiellement à :

- la facturation au titre des chantiers en cours
- des droits de raccordement facturés aux abonnés et répartis sur la durée restant à courir du contrat de concession.

3. Autres éléments**3.1. Produits à recevoir et charges à payer**

Des produits à recevoir et des charges à payer ont été enregistrés dans les postes suivants :

(Milliers d'euros)

	Montant
Produits à recevoir	
Créances rattachées à des participations	1.049
Autres immobilisations financières	95
Créances clients et comptes rattachés	277.791
Autres créances	58.370
Total	337.305
Charges à payer	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	296
Emprunts et dettes financières divers	9.173
Dettes fournisseurs et rattachés	294.173
Dettes fiscales et sociales	141.263
Autres dettes	29.249
Total	474.154

3.2. Etat des échéances des créances et des dettes**3.2.1 Créances**

(Milliers d'euros)

	Montant brut	Dont à un an au plus	Dont à plus d'un an
Actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations	562.675	46.320	516.355
Prêts	3.264	23	3.241
Autres immobilisations financières	42.261	95	42.166
Actif circulant			
Avances et acomptes versés sur commandes	1.092	1.092	
Créances clients et comptes rattachés	552.164	552.164	
Autres créances	916.451	916.451	
Sous-total	2.077.907	1.516.145	561.762
Charges constatées d'avance	27.511	27.072	439
Total	2.105.418	1.543.217	562.201

3.2.2 Dettes

(Milliers d'euros)

	Montant Brut	Dont à un an	Dont de un à 5 ans	Dont à Plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établ. de crédit	36.212	26.637	2.305	7.270
Emprunts et dettes financières diverses	1.328.736	620.714	172.600	535.422
Avances et acomptes reçus sur commandes	5.154	5.154		
Fournisseurs et comptes rattachés	525.517	525.517		
Autres dettes	329.407	329.407		
Sous-total	2.225.026	1.507.429	174.905	542.692
Produits constatés d'avance	55.836	49.690	5.111	1.035
Total	2.280.862	1.557.119	180.016	543.727

3.3. Entreprises liéesCe tableau fait apparaître en valeurs brutes :

- dans la colonne « **Entreprises liées** » : les montants inclus dans diverses rubriques du bilan et du compte de résultat qui se rapportent à des opérations faites avec des sociétés consolidées dans le Groupe EDF ;
- dans la colonne « **Participations** » : les montants inclus dans diverses rubriques du bilan et du compte de résultat qui se rapportent à des opérations faites avec des sociétés détenues à plus de 10% par Dalkia.

(Milliers d'euros)

	Entreprises liées	Participations
Immobilisations financières :		
Participations	8	417.973
Créances rattachées à des participations	13.262	547.408
Prêts	-	3.170
Autres immobilisations financières	-	85
Créances :		
Créances clients et comptes rattachés	50.316	155.847
Autres créances	371.954	429.568
Charges constatées d'avance	1.338	69
Dettes :		
Emprunts et dettes financières divers	1.070.061	282.706
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	28.739	52.683
Dettes fiscales et sociales	468	6.679
Dettes sur Immobilisations et comptes rattachés	-	400
Autres dettes	6.174	3.376
Produits constatés d'avance	11	105
Produits financiers :	11.355	93.037
Charges financières :	30.093	2

B - ELEMENTS D'INFORMATION RELATIFS AU COMPTE DE RESULTAT**1. Ventilation du Chiffre d'affaires**

(Milliers d'euros)

Ventilation par secteurs d'activité	31/12/16	31/12/15	Variation
Ventes brutes P1	684.547	747.654	- 8,44 %
Ventes P2/P4	670.507	656.142	+ 2,19 %
Ventes P3	128.698	131.945	- 2,46 %
Ventes P6	397.095	368.688	+ 7,70 %
Autres activités	23.990	14.361	+ 67,06 %
Cessions internes	134.696	146.776	- 8,23 %
Total	2.039.533	2.085.566	- 1,26 %

2. Ventilation du résultat exceptionnel

(Milliers d'euros)

Nature des charges	2016
Charges exceptionnelles sur filiales cédées	17.314
Transfert de charges relatif aux coûts de départ	14.098
Charge sur contrôle Urssaf 2013-2015	11.277
Charges exceptionnelles sur filiales fusionnées ou liquidées	9.540
Provisions sur sinistres	7.656
Charge sur Contrôle fiscal 2011-2013	2.605
VNC des immobilisations corporelles cédées	2.287
Provision pour restructuration en IDF	2.000
Charges sur contentieux	1.235
Arrêt de l'activité Biomasse	500
Autres charges exceptionnelles (4,1 %)	2.940
Total	71.452
Nature des produits	
Produit exceptionnel sur filiales cédées	54.557
Produits exceptionnels sur filiales fusionnées ou liquidées	8.719
Reprises provisions sinistres	6.012
Reprise d'amortissements dérogatoires	5.493
Reprise quote part de Subvention d'investissement	3.672
Reprise provisions sur Contrôle Fiscal 2011-2013	2.605
Produits de cession sur Immobilisations corporelles	2.337
Reprise provisions pour risque sur filiale	909
Produits sur contentieux	877
Autres produits exceptionnels (7,2%)	6.662
Total	91.843
Résultat exceptionnel	20.392

3. Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

(Milliers d'euros)

Nature du résultat	Exercice 2016			2015
	Avant impôt	Impôt	Après impôt	Après impôt
Résultat courant	(309)	-	(309)	28.381
Résultat exceptionnel	20.392	-	20.392	1.860
Participation des salariés			-	-
Crédits d'impôt		14.531	14.531	14.880
Total	20.083	14.531	34.614	45.121

C - AUTRES INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

1. Engagements financiers

(Milliers d'euros)

	2016	2015
Engagements donnés		
Garantie solidaire	284.466	145.792
Engagements retraite (1)	114.741	110.599
Paiements minimaux futurs sur contrats Location simple - Preneur	116.843	120.870
Avals et cautions donnés	155.329	95.730
Garanties données dans le cadre de protocoles de cession	172.800	117.675
Cautions de contre garantie	46.890	65.862
Engagement acquisition actifs financiers	-	-
Garanties de passif	26.000	3.000
Paiements minimaux futurs sur contrats location financement	1.386	2.093
Autres	14.705	24.389
Total	933.160	746.010
Engagements reçus		
Lignes de crédit	50.000	50.000
Garantie reçue d'EDF relative aux obligations de renouvellement	30.000	28.000
Avals et cautions reçus des fournisseurs	16.422	20.710
Quotas de CO2 (2)	1.144	6.238
Engagements pris par les clients sur les financements qui leur ont été consentis	2.008	2.008
Total	99.574	106.956

(1) Engagement de retraite :

La société verse à son personnel des indemnités de départ à la retraite dont le calcul est fixé par la convention collective et les accords applicables. Cet engagement fait l'objet d'une évaluation actuarielle selon la méthode des unités de crédit projetées. Cette évaluation tient compte des probabilités de maintien dans la société jusqu'au départ en retraite, de l'évolution prévisible des rémunérations et des hypothèses d'actualisation financière.

Cet engagement a été calculé sur la base d'un taux d'actualisation (hors inflation) de 0,40 %, d'un âge de départ en retraite de 65 ans et d'un mode de départ volontaire.

(2) Engagement reçus sur les quotas d'émission de gaz à effet de serre

La société s'est vu attribuer des quotas de CO2 pour la période 2013-2020 correspondants aux installations de combustion, qu'elle exploite, d'une puissance installée supérieure à 20 MWH. Les quotas d'émission alloués au titre de 2016 se sont élevés à 89 527 tonnes.

Les Allocations de quotas pour la période 2016-2020 (données publiées par le Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie par Arrêté du 24/01/14- TNA Q3), d'un montant de 229 664 tonnes, valorisées au cours spot publié par ICE au 31/12/16 de 4,98 €, s'élèvent à 1.144 milliers d'euros.

Remise en état de sites, démantèlement

La société est susceptible en cas de non renouvellement de certains de ses contrats d'avoir à démanteler, à l'issue du contrat, les installations et raccordements correspondants. Le dénouement de ces contrats étant par nature incertain, aucune provision n'est constituée à ce titre.

2. Engagements spécifiques

2.1. Obligation de renouvellement

Dalkia doit assurer, dans le cadre de ses obligations contractuelles, le renouvellement des installations qui lui sont confiées par ses clients.

Une convention de concours financier a été mise en place entre EDF et DALKIA. Cette dernière bénéficie d'un engagement de concours financier d'EDF, au titre de son obligation de Garantie Totale, et ce pour les contrats existants depuis la date de scission (juillet 2014).

A ce titre, la société a bénéficié de la part d'EDF du remboursement à hauteur de 105.959 milliers d'euros des travaux de renouvellement engagés au cours de l'année et lui a versé en contrepartie une indemnité libératoire d'un montant de 103.840 milliers d'euros.

Cette situation ne modifie en rien les relations entre les collectivités délégantes et le concessionnaire qui reste entièrement responsable de l'exécution de ses obligations contractuelles de renouvellement vis à vis de ces collectivités.

2.2 Engagement matière – Quotas de CO²

Concernant les quotas de gaz à effet de serre, la société a adopté le modèle dit de « production » tel que prévu par la réglementation comptable en vigueur. En conséquence, une partie des quotas figurent en engagements hors bilan. Il est fait une distinction entre les quotas destinés à couvrir les émissions de gaz à effet de serre déjà intervenues, et ceux destinés à couvrir les émissions futures. Entre la date d'émission du CO² et la date de restitution des quotas afférents, les quotas consommés sont présentés en engagements hors bilan (engagement matière) dans la mesure où ils représentent l'obligation de restitution de la société.

En tonnes de CO²

Quotas en portefeuille	Quotas à restituer à l'Etat N+1	Quotas non consommés	CER en portefeuille	CER à restituer à l'état N+1	CER non consommés
153 054	279 060	0	0	0	0

2.3. Obligation d'économie d'énergie

Pour la troisième période d'obligations d'économies d'énergie, 2015-2017, l'obligation est déterminée par l'application d'un coefficient à la quantité d'énergie vendue aux « clients finaux ».

Ce coefficient est de 0.103 kilowattheure d'énergie finale cumulée actualisée par kilowattheure d'énergie finale, de chaleur et de froid, vendue l'année précédente aux ménages et aux entreprises du secteur tertiaire, sur le territoire national.

Dalkia a déclaré l'ensemble de ses ventes d'énergie aux clients « finaux ». A partir de cette déclaration, l'Administration calcule le niveau de l'obligation de Dalkia pour la période 2015-2017.

Notre obligation pour cette nouvelle période est de 2 999 016 940 kWh Cumac.

Au 31 décembre 2016, 20 616 GWh cumac ont été obtenus par Dalkia depuis l'origine du dispositif.

Engagement matière - Certificats d'économies d'énergie

En GWh cumac

CEE sur Registre	CEE déposés	CEE totaux	Obligation 3 ^{ème} période	Obligation 3 ^{ème} période 31/12/2016
3 654,04	7 953,26	11 607,30	2 999,02	1 876,24

Un nouveau type de certificat a été ouvert sur la période 2016-2017. Ce sont les certificats de « précarité ».

Notre obligation pour cette nouvelle période est de 602 274 396 kWh Cumac.

Au 31 décembre 2016, 68 272 840 kWh cumac ont été obtenus par Dalkia sur l'année 2016.

Engagement matière - Certificats d'économies d'énergie dits « précarités »

En GWh cumac

CEE précarité sur Registre	CEE précarité déposés	CEE précarité totaux	Obligation 1ère période	Obligation 1ère période 31/12/2016
68,27	141,63	209,90	602,27	301,13

3. Crédit-bail

(Milliers d'euros)

	2016	2015
Valeur d'origine	7.211	7.211
Amortissements	5.568	5.092
Valeur résiduelle	1.643	2.119
Redevances versées	5.963	5.255
Redevances restant dues	1.386	2.093
Dont redevances restant dues à 1 an au plus	543	
de 1 à moins de 5 ans	832	
à plus de 5 ans	11	

Conformément à la réglementation comptable en vigueur, les contrats de crédit-bail ne sont pas retraités dans les comptes. Les biens ainsi financés ne figurent donc pas à l'actif du bilan.

4. Accroissements et allègements non comptabilisés de la dette future d'impôt

L'incidence sur la dette future d'impôt des décalages dans le temps entre le régime fiscal et le traitement comptable des produits et des charges se traduit par un allègement certain de cette dette pour l'exercice 2017 de 3.376 Milliers d'euros, consécutif au report de la déduction fiscale de certaines charges provisionnées au 31 décembre 2016.

(En milliers d'euros)	Base	Taux	Allègement futur d'impôt
C3S 2016	3.333		
Ecart de conversion Passif	2.948		
Provision pour PSE en IDF	2.000		
Différences temporaires sur la SNC Solycat	603		
Total des charges déductibles sur 2016	8.884	38%	3.376

Dalkia est intégrée au Groupe EDF depuis le 1^{er} janvier 2015 :

- les déficits antérieurs à l'intégration fiscale s'élèvent à 105,9 millions d'euros ;
- les déficits nés pendant l'intégration fiscale s'élèvent à 55,3 millions d'euros.

5. Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE)

La 3^{ème} loi de finances rectificative pour 2012 a instauré un Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) à compter du 1^{er} janvier 2013 et codifié à l'article 244 quater du Code Général des impôts. A ce titre, Dalkia a comptabilisé sur l'année 2016, en réduction de l'impôt un crédit d'un montant de 14,1 millions d'euros.

Conformément aux articles 223 A et suivants du Code Général des Impôts, Dalkia SA est depuis le 1^{er} janvier 2015, membre du groupe fiscal intégré dont la société faitière est EDF SA. Ainsi, EDF SA est redevable de l'impôt auprès du Trésor, en lieu et place de Dalkia SA et de toutes ses filiales détenues à plus de 95% ayant opté pour l'adhésion au régime d'intégration fiscale. De ce fait, et dans la mesure où Dalkia SA est déficitaire fiscalement, le CICE calculé avec les agrégats de Dalkia SA est transmis à EDF SA qui l'utilise pour minorer l'impôt du groupe auprès du Trésor.

Au titre de l'exercice 2016, Dalkia SA a enregistré une créance d'impôt vis-à-vis d'EDF SA pour le montant du CICE. Dalkia SA disposera ainsi, en cas de résultat fiscal bénéficiaire futur, du droit de minorer le paiement de son impôt à EDF SA au titre des trois années suivant celle au titre de laquelle la créance de CICE a été constatée, soit jusqu'au 31 décembre 2019. Si Dalkia SA reste déficitaire fiscalement jusqu'à cette date, le CICE pourra faire l'objet d'un remboursement par EDF SA à Dalkia SA à compter de l'année 2020.

L'article 244 quater C du Code Général des Impôts n'instaurant une obligation de transparence qu'au titre d'une utilisation du CICE, Dalkia SA n'a pas cette année d'obligation légale dans la mesure où elle n'a pas individuellement utilisé son CICE et ne sera à même de satisfaire à son obligation légale qu'à compter de l'exercice 2020 pour le CICE constaté au titre de 2016.

6. Transactions avec les parties liées

Les transactions significatives effectuées par la société avec des parties liées ont été conclues aux conditions normales de marché.

7. Ventilation de l'effectif moyen

	2016	2015
Cadres	2.055	2.064
Agents de maîtrise	6.756	6.864
Employés et techniciens (reclassés en cat. ouvriers)	48	52
Ouvriers	748	809
Total	9.607	9.789

8. Compte personnel de Formation

A compter du 1^{er} janvier 2015, le CPF remplace le DIF (Droit Individuel de Formation) mais les salariés ne perdent pas leurs droits qu'ils pourront mobiliser jusqu'au 31 décembre 2020. L'alimentation du CPF est annuelle et est calculée à partir de la DADS par l'Administration qui transmet ensuite l'information à la Caisse des Dépôts et Consignation.

9. Rémunération du Conseil d'administration et des organes de Direction

La rémunération brute des membres du Comité Exécutif s'élève à 3.358 milliers d'euros pour l'exercice 2016.

10. Honoraires de commissariat aux comptes

Les honoraires de commissariat aux comptes au titre du contrôle légal des comptes et au titre des prestations de services entrant dans les diligences directement liées à cette mission sont mentionnés dans l'annexe aux comptes consolidés du groupe EDF.

11. Identité de la société consolidante, et de la société tête de groupe de l'intégration fiscale.

Depuis le 1^{er} janvier 2015, la société fait partie du groupe d'intégration fiscale dont la mère est EDF SA (régime prévu aux articles 223.A et suivant du CGI).

Adresse de la société tête de groupe :

EDF SA
22, avenue de Wagram
75008 PARIS

La société est consolidée par intégration globale dans les comptes du groupe EDF.

(6) y gwyddu i'r mlynedd yr Ffynon

總計	狗頭
----	----

01340



Société Anonyme au capital de 220 047 504 €
Siège social : 37 avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny 59350 SAINT-ANDRE
456 500 537 RCS Lille Métropole

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
ANNUELLE DU 06 JUIN 2017

Quatrième résolution

Conformément aux dispositions légales, l'Assemblée Générale rappelle qu'au titre des trois exercices précédant celui de l'exercice 2016, il a été distribué les dividendes suivants :

Exercices	2015	2014	2013
Montant du dividende statutaire global distribué aux associés commandités	-	-	1 714 985,00 €
Montant du dividende global distribué aux actionnaires commanditaires	19 941 805,05 €	-	-
Dividende par action distribué aux actionnaires commanditaires *	1,60 €	-	-

*Ce dividende était éligible à l'abattement de 40 %

L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration, décide d'affecter le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2016 qui s'élève à un bénéfice de 34 613 910,26 € de la façon suivante :

- Bénéfice de l'exercice	34 613 910,26 €
- Report à nouveau des exercices antérieurs.....	17 209 210,03 €
.....	
- Bénéfice distribuable.....	51 823 120,29 €
- Rémunération de l'engagement de Concours Financier	1 295 578,00 €
.....	
- Solde disponible.....	50 527 542,29 €
- Prime de fusion.....	38 105 619,04 €

Affecté :

- au compte de report à nouveau.....	42 275 760,89 €
- prime de fusion.....	38 105 619,04 €
- à titre de dividende aux actionnaires	8 251 781,40 €

Le dividende revenant à chacune des actions composant le capital social sera ainsi fixé à 0,60 euros.

Le dividende sera mis en paiement à compter du jour de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires et au plus tard le 29 septembre 2017.

Certifié conforme par
La Directrice Générale



KPMG Audit
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 68 68
Télécopie : +33 (0)1 55 68 73 00
Site internet : www.kpmg.fr

Dalkia

Société Anonyme

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2016
Dalkia
Société Anonyme
37, avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny - 59350
Saint-André
Ce rapport contient 23 pages
Référence : XF-171-016



KPMG Audit
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 68 68
Télécopie : +33 (0)1 55 68 73 00
Site internet : www.kpmg.fr

Dalkia
Société Anonyme

Siège social : 37, avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny - 59350 Saint-André
Capital social : € 220.047.504

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2016

Mesdames, Messieurs,

1 En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Dalkia – société anonyme, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2 Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance l'élément suivant :

- Comme mentionné dans la note 1.5 de l'annexe présentant les règles et méthodes comptables relatives aux titres de participation, votre société constitue des provisions pour dépréciation lorsque la valeur nette comptable des immobilisations financières est supérieure à leur valeur d'usage. La valeur d'usage de la société est déterminée en fonction de critères fondés sur la rentabilité et les perspectives de développement et sur le patrimoine des titres détenus. Nous avons procédé à l'appréciation des modalités retenues par votre société sur la base des éléments disponibles à ce jour et mis en œuvre des tests afin de vérifier leur application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Paris La Défense, le 9 février 2017

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.



Xavier Fournet
Associé



Société Anonyme au capital de 220 047 504 €
Siège social : 37 avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny 59350 SAINT-ANDRE
456 500 537 RCS Lille Métropole

ETATS FINANCIERS DALKIA SA

DU 31 12 2016

BILANS COMPARÉS AU 31 DECEMBRE 2016

(en milliers d'euros)

ACTIF	Montant Brut	Amortissements et provisions	Montant net 31/12/2016	Montant net 31/12/2015
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche				
Brevets et logiciels	156 026	104 859	51 167	43 305
Fonds commercial	22 164	7 975	14 189	13 554
Autres immobilisations incorporelles	40 807		40 807	29 382
Immobilisations corporelles				
Terrains	368		368	371
Constructions	22 204	16 396	5 808	6 350
Autres Installations techniques	652 678	250 938	401 740	369 867
Autres Immobilisations corporelles	19 665	11 925	7 740	5 604
Immobilisations corporelles en cours	37 676		37 676	47 475
Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations	419 238	108 952	310 286	250 916
Créances rattachées à des participations	562 676	10 800	551 876	460 400
Autres titres immobilisés	1 132	226	906	640
Prêts	3 264		3 264	2 085
Autres	42 261		42 261	15 728
Total I	1 980 159	512 071	1 468 088	1 245 677
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements	24 228	5 974	18 254	20 025
En-cours de production	50 738		50 738	81 779
Marchandises	4 053		4 053	3 962
Avances et acomptes versés sur commandes	1 092		1 092	1 113
Créances				
Créances clients et comptes rattachés	552 164	6 646	545 518	545 670
Autres créances	916 451	49 492	866 960	831 437
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	5 739		5 739	32 583
Comptes de régularisation				
Charges constatées d'avance	27 511		27 511	23 176
Total II	1 581 976	62 112	1 519 864	1 539 745
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Ecart de conversion actif (IV)				
Total général (I + II + III + IV)	3 562 135	574 183	2 987 952	2 785 422

BILANS COMPARÉS AU 31 DECEMBRE 2016

(en milliers d'euros)

PASSIF	31/12/16	31/12/15
CAPITAUX PROPRES		
Capital	220 048	220 048
Primes d'émission, fusion	130 257	92 151
Ecart de réévaluation	45	45
Réserves		
Réserve légale	22 108	22 108
Réserves réglementées	1	1
Autres	51 357	51 357
Report à nouveau	17 209	-7 017
Acompte sur dividendes		
Résultat de l'exercice	34 614	45 121
Situation nette	475 638	423 813
Subventions d'investissements	49 981	48 479
Provisions réglementées	73 693	79 186
Total I	599 312	551 478
Avances conditionnées		
Total II	0	0
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provision pour risques	68 496	55 092
Provision pour charges	36 334	31 113
Total III	104 830	86 205
DETTES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	36 212	73 085
Emprunts et dettes financières diverses	1 328 736	1 173 930
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	5 154	6 826
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	525 517	495 461
Dettes fiscales et sociales	270 662	268 008
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	400	823
Autres dettes	58 345	56 740
Comptes de régularisation		
Produits constatés d'avance	55 836	73 293
Total IV	2 280 862	2 147 166
Ecart de conversion passif V	2 948	573
Total général (I + II + III + IV + V)	2 987 952	2 785 422

COMPTES DE RESULTATS COMPARES

(en milliers d'euros)	31/12/16	31/12/15
Produits d'exploitation		
Ventes de marchandises	443	783
Produits de services	2 039 090	2 064 783
Sous-total A - Montant du chiffre d'affaires	2 039 533	2 065 566
Production stockée	-30 419	5 819
Production immobilisée	69 065	66 476
Subvention d'exploitation	58	94
Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges	31 369	28 041
Autres produits	187 371	208 352
Sous-total B	257 444	308 782
Total I (A + B)	2 296 977	2 374 348
Charges d'exploitation		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	742 458	817 379
Variation des stocks	1 315	-9 730
Autres achats et charges externes	907 776	901 226
Impôts, taxes et versements assimilés	41 200	41 961
Salaires et traitements	400 130	397 573
Charges sociales	182 762	186 456
Dotations aux amortissements et aux provisions		
Sur immobilisations : (amortissements)	58 076	48 310
Sur actif circulant : (provisions)	4 779	6 479
Pour risques et charges : (provisions)	10 956	10 940
Autres charges	17 800	13 731
Total II	2 367 252	2 414 325
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-70 275	-39 977
Opérations en commun		
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)	22 699	11 907
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)	11 719	12 518
Produits financiers		
Produits financiers de participation	65 693	109 518
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	40 865	29 240
Autres intérêts et produits assimilés	16 498	4 164
Reprises sur provisions et transferts de charges	2 183	13 128
Différences positives de change	163	67
Produits nets sur cessions VMP		
Total V	125 402	156 117
Charges financières		
Dotations aux amortissements et aux provisions	34 386	67 475
Intérêts et charges assimilées	31 735	19 633
Différences négatives de change	295	40
Total VI	66 416	87 148
RESULTAT FINANCIER (V - VI)	58 986	68 969
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (I - II + III - IV + V - VI)	-309	28 381
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	3 317	4 229
Sur opérations en capital	62 285	9 722
Reprises sur provisions et transferts de charges	26 241	55 461
Total VII	91 843	69 412
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	19 139	17 784
Sur opérations en capital	29 762	39 595
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	22 550	10 173
Total VIII	71 451	67 552
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	20 392	1 860
Participation des salariés aux fruits de l'expansion (IX)	0	0
Impôt sur les bénéfices (X)	-14 531	-14 880
Total des produits (I + III + V + VII)	2 536 922	2 611 784
Total des charges (II + IV + VI + VIII + IX + X)	2 502 308	2 566 663
RESULTAT	34 614	45 121

Dalkia S.A

Au capital de 220 047 504 euros
37 av. du Maréchal de Lattre de Tassigny
59 350 Saint André lès Lille
Siren : 456 500 537

La présente annexe fait partie des comptes sociaux : elle comporte des éléments d'information complémentaire au bilan et au compte de résultat, de façon à ce que l'ensemble donne une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'entreprise.

Ces derniers ont été arrêtés le 9 février 2017 par le Conseil de la société.

Au 31 décembre 2016 :

Le total du bilan avant répartition du résultat de l'exercice s'élève à	:	2 987 951 939 €
Le compte de résultat dégage un bénéfice de	:	34 613 910 €

L'exercice a une durée de 12 mois couvrant la période du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2016. L'exercice précédent avait également une période de 12 mois.

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont élaborés et présentés conformément aux dispositions du Code de Commerce et du Règlement ANC N°2014-03 et autres dispositions législatives et réglementaires en vigueur en France.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables,
- Indépendance des exercices, et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Faits caractéristiques de l'exercice 2016

DALKIA a au cours de l'exercice procédé à l'acquisition ou à la cession de sociétés sur le périmètre France et International.

Les principales opérations sont rappelées ci-après :

- Cession de participations de 70% des sociétés Cogestar/Cogestar 2 à la société Bolétus Finance ;
- Acquisition des sociétés Techsim, Bugatec Développement, Barkantine (UK) et Fenice Russie ;
- Acquisition de la société Groom Energy Solutions par la société Dalkia US ;
- Acquisition à 75% du groupe TIRU (20 sociétés) ;
- Cession de participations dans les sociétés DBI et Rive Droite Environnement.

Dalkia a par ailleurs créé des sociétés afin d'assurer sa croissance interne ou pour développer des partenariats avec des entités du groupe EDF :

- Apport d'activités et des titres Hautpierre, SNETE et Strasbourg Energie à une société commune entre Dalkia et Electricité de Strasbourg, renommée ES Services Energétiques ;
- Création d'une JV nommée EDF Energy Services entre Dalkia et EDF Energy UK ;
- Création de la société JV Luminus entre Dalkia (49%) et Luminus (51%) ;
- Création des sociétés RCS Exploitation, RCS Infrastructure, Toulouse Energie Durable, Eco Chaleur Blois, Synergie, SVD77 (Evry), ELM, ELM Opération (Lyon), et Roanne Energie, ainsi que de 2 sociétés holdings non opérationnelles aux Etats-Unis et en Russie.

Enfin, l'organigramme juridique de Dalkia a fait l'objet de simplifications pour des raisons de rationalisation, d'optimisation ou liées à des fins d'activité :

- Transmission universelle de patrimoine de la société Valmy Energie dans Dalkia.
- Liquidation des sociétés Industelec Services, Thermevra, STSM, STLN, SOTRIS et Barcelonnette.

A - ÉLÉMENTS D'INFORMATION RELATIFS AUX COMPTES DE BILAN

1. BILAN - ACTIF

1.1. Variation des immobilisations brutes

La variation des immobilisations brutes inscrites à l'actif se présente comme suit :

(Milliers d'euros)

	Valeurs brutes à l'ouverture	Augmentations et virement de poste à poste		Diminutions	Valeurs brutes à la clôture
Imm. Incorporelles	198.764	34.881 (1)		14.647	218.997
Imm. Corporelles	691.758	67.796 (2)		26.963	732.591
Imm. Financières	842.559	354.491 (3)		168.480 (3)	1.028.571
Total	1.733.081	457.168		210.090	1.980.159

- (1) Les principaux éléments de variation des immobilisations incorporelles correspondent aux nouveaux projets informatiques.
- (2) Les éléments de cette augmentation sont pour l'essentiel la production à soi-même de biens à hauteur de 63,5 millions d'euros en 2016.
- (3) La variation de l'année 2016 correspond principalement à l'attribution de prêts à long terme aux filiales à hauteur de 217,8 millions d'euros, l'acquisition de plusieurs filiales pour plus de 74 millions d'euros, le remboursement partiel du capital des prêts pour un montant de 116,2 millions d'euros, la fusion et la cession partielle de trois filiales générant 33,5 millions d'euros de sortie de titres.

1.2. Immobilisations incorporelles

Lors de leur entrée dans le patrimoine de l'entreprise, les immobilisations incorporelles sont enregistrées conformément aux règlements CRC 2004-06 et 2002-10 / 2003-07 :

- à leur coût d'acquisition pour celles acquises à titre onéreux, dans des conditions ordinaires ;
- à leur coût de production pour celles produites par l'entreprise ;
- à leur valeur vénale pour celles acquises à titre gratuit, par voie d'échange et reçues à titre d'apport en nature.

Le coût d'acquisition d'une immobilisation incorporelle est constitué des éléments suivants :

- son prix d'achat,
- tous les coûts directement attribuables (frais accessoires)

Elles sont principalement composées :

- D'éléments acquis de fonds de commerce qui sont amortis sur une durée qui varie de 15 à 40 ans ;
- De logiciels, amortis en règle générale sur 12 mois prorata temporis, ou sur leur durée d'utilisation pour les investissements importants, et de licences amorties entre 3 et 10 ans.

1.3. Immobilisations corporelles

Lors de leur entrée dans le patrimoine de l'entreprise, les immobilisations corporelles sont enregistrées conformément aux règlements CRC 2004-06 et 2002-10 / 2003-07 :

- à leur coût d'acquisition pour celles acquises à titre onéreux, dans des conditions ordinaires ;
- à leur coût de production pour celles produites par l'entreprise ;
- à leur valeur vénale pour celles acquises à titre gratuit, par voie d'échange et reçues à titre d'apport en nature.

Le coût d'acquisition d'une immobilisation corporelle est constitué des éléments suivants :

- son prix d'achat,
- tous les coûts directement attribuables (frais accessoires)

Elles sont composées des immobilisations du domaine privé et des immobilisations du domaine concédé.

Les immobilisations en cours représentent des acomptes et des situations de travaux relatifs à des opérations importantes non achevées à la date de la clôture et qui seront transférées aux comptes d'immobilisations terminées après leur achèvement.

1.3.1 Immobilisations du domaine privé

Les immobilisations du domaine privé sont amorties en fonction de leur durée d'utilité.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif, et selon les durées d'utilité estimées suivantes :

- Constructions.....10 à 40 ans
- Agencements et Aménagements des Constructions..... 10 ans
- Installations Techniques.....Durée de vie du matériel
- Matériel et outillage.....5 ans
- Autres Immobilisations Corporelles.....4 à 12 ans

1.3.2 Immobilisations du domaine concédé

La Société gère en tant que délégataire de service public des installations financées selon le cas, par les collectivités locales ou par elle-même. A ce titre, seules les installations qu'elle a financées figurent à l'actif du bilan, en tant qu'immobilisations du domaine concédé. Ces immobilisations devront être remises gratuitement et en état de fonctionnement à l'autorité concédante à l'issue du contrat de concession.

Parmi les immobilisations du domaine concédé, seules les immobilisations dites renouvelables - c'est à dire devant être renouvelées au moins une fois avant la fin de la concession - font l'objet d'un amortissement industriel en fonction de leur durée d'utilité.

Un amortissement financier appelé « Provision pour Reconstitution des Capitaux Investis ou PRCI » est pratiqué sur la totalité des immobilisations du domaine concédé - renouvelables ou non - afin d'amortir sur la durée du contrat le coût de financement du bien à l'origine et des extensions. Ces amortissements financiers sont inscrits aux passifs.

1.4. Mouvements des amortissements

(Milliers d'euros)

	Amortissements à l'ouverture	Dotations	Reprises	Amortissements à la clôture
Immo. incorporelles	111.247	14.999	14.648	111.598
Immo. corporelles	261.443	43.077	25.826	278.695
Total	372.690	58.076	40.474	390.293

1.5. Immobilisations financières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat, hors frais accessoires.

La valeur nette comptable des titres de participation est leur coût d'acquisition à leur date d'entrée dans le patrimoine de la société. La société a pris l'option d'activer les frais inhérents à l'acquisition des titres de participation.

1.5.1 Suivi de la valeur des Immobilisations financières

L'évaluation de la valeur nette comptable d'un actif est effectuée dès que des événements ou des changements de circonstances indiquent que la valeur comptable de cet actif pourrait être supérieure à sa valeur d'usage. Cette valeur est déterminée en fonction de critères fondés sur la nature de l'actif, son utilité pour la société, sa rentabilité et sa capacité à générer des flux de trésorerie futurs suffisants pour couvrir sa valeur comptable. Ces flux futurs de trésorerie sont estimés à partir des prévisions établies par le management en charge de la gestion de l'actif, dans le cadre d'une procédure budgétaire habituelle pour l'exercice en cours, et le cas échéant, d'un plan long terme pour les 5 années suivantes. Dans ce cadre, Dalkia peut être amenée à procéder à des estimations et à retenir des hypothèses qui affectent la valeur d'usage de l'actif.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées. Dans le cas où la valeur nette comptable est supérieure à la valeur d'usage, une provision est constituée pour la différence.

1.5.2 Les créances rattachées à des participations

Elles se rapportent à des opérations correspondant à des contrats de prêts à l'exclusion des conventions de comptes courants conclus avec des sociétés dont Dalkia détient directement une part du capital.

1.6. Stocks

Une filiale de Dalkia gère l'ensemble des achats et des stocks de combustibles sur le plan national et refacture à chacune des sociétés du groupe le montant de leurs consommations. Il n'y a pas, de ce fait, de stock de combustibles significatif à l'actif du bilan de Dalkia.

Les stocks sont essentiellement constitués par les pièces de rechange des installations; et le cas échéant, par les en-cours de production.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entreprise, les stocks et en-cours sont enregistrés :

- à leur coût d'acquisition, pour les biens acquis à titre onéreux dans des conditions ordinaires (approvisionnements et marchandises) ;
- à leur coût de production, pour les biens produits (produits et en-cours) ;
- à leur valeur vénale pour les biens acquis à titre gratuit, par voie d'échange et reçus à titre d'apport en nature.

Le stock de pièces de rechange est valorisé selon la méthode FIFO. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée.

1.6.1 Stocks CO2

Les quotas d'émission de gaz à effet de serre alloués par l'Etat sont comptabilisés dans un compte de stock à leur coût d'acquisition lorsque les quotas sont acquis ou pour une valeur nulle lorsque les quotas sont alloués. La méthode de valorisation est le CUMP. Le stock au 31/12/2016 s'élève à 18 milliers d'euros.

1.6.2 Stocks CEE

Les certificats délivrés par l'Etat (**Pôle National des CEE (PNCEE)**) sont comptabilisés dans un compte de stock à leur coût d'acquisition lorsque les quotas sont acquis ou à leur coût de production lors des dépôts des dossiers au Pôle.

Compte tenu de son modèle économique, la société a appliqué le modèle dit d'«économie d'énergie» conformément à l'article 616-2 du PCG. Les certificats destinés à couvrir les obligations d'économies d'énergie, sont distingués de ceux destinés à couvrir les obligations futures. Entre le début de la période d'obligation et la date de restitution, les certificats d'économies d'énergie sont identifiés en engagement matière. Ils démontrent la preuve de la conformité de l'entreprise à ses obligations de restitution de certificats d'économies d'énergie.

Ces certificats d'économies d'énergie sont valorisés au CUMP qui s'élève au 31 décembre 2016 à 2,10 € kWh cumac. Ce montant correspond à la moyenne des avoirs émis au cours de l'exercice 2016 vis-à-vis des clients suite à l'obtention de CEE liés à des travaux réalisés sur leurs installations.

A la clôture de l'exercice, il a été obtenu ou demandé de nouveaux certificats permettant d'aboutir à un stock de CEE de 10 669 185 969 kWh cumac avant prise en compte de l'obligation de restitution pour cette année de 938 122 114 kWh cumac. En conséquence, le stock à la clôture s'élève à 9 731 063 855 kWh cumac.

Les certificats d'économies d'énergie sont comptabilisés dans un compte de stock à leur coût d'acquisition lorsque les certificats sont acquis ou à leur coût de production.

La méthode de valorisation est le CUMP (1,5 € sur l'année 2016). Le stock brut au 31/12/2016 s'élève à 20.448 milliers d'euros, soit 9 731 063 855 kWh cumac au coût unitaire de 2,10 € par kWh cumac. La dépréciation comptabilisée sur ce stock est la résultante de l'écart entre le CUMP et la valeur de transaction sur les marchés de gré à gré sur la fin d'année (1,69 €) et s'élève à 4.402 milliers d'euros à fin Décembre 2016.

1.6.3 Stocks des en cours de production

Les encours de production de biens et de services comprennent les travaux en cours de réalisation. La méthode retenue est la constatation de la marge à l'achèvement. De ce fait, la facturation émise au titre des chantiers en cours figure en produits constatés d'avance, les déboursés sur ces mêmes opérations étant inscrits en travaux en cours. La valorisation des travaux en cours comporte le coût des pièces et fournitures mises en œuvre, ainsi que les frais directs de chantiers et les frais généraux correspondants. Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur des encours de production ils font alors l'objet d'une estimation au regard de leur valeur recouvrable et, le cas échéant, d'une provision pour dépréciation.

1.7. Créances

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la solvabilité du créancier induit un risque de non-recouvrabilité. Lorsque l'ancienneté de la créance s'explique par l'existence d'un litige, une provision pour risque est comptabilisée au passif du bilan.

Les produits à recevoir comprennent essentiellement des livraisons de chaleur ou d'électricité et des travaux terminés non encore facturés.

1.8. Charges constatées d'avance

Ces charges correspondent en grande partie aux dépenses engagées par la société pour faire face aux sinistres survenus sur les exploitations gérées et qui seront prises en charge par les compagnies d'assurance concernées.

2. BILAN - PASSIF**2.1. Capital social**

Le capital social est composé de 13.752.969 actions de 16 euros.

Le montant de la réserve spéciale de la réévaluation constituée en 1976 puis incorporée au capital s'élève à 6,7 millions d'euros.

2.2. Variation des capitaux propres

• **Du 31/12/2015 au 31/12/2016**

En Milliers d'euros		A l'ouverture de l'exercice	Augmentation	Diminution	A la clôture de l'exercice
Capital social		220.048			220.048
Primes liées au capital	(1)	92.151	38.106		130.257
Ecart de réévaluation		45			45
Réserves		73.466			73.466
Report à nouveau	(2)	(7.017)	45.121	20.895	17.209
Résultat de l'exercice	(2)	45.121	34.614	45.121	34.614
Subventions d'invest. Nettes	(3)	48.479	1.808	306	49.981
Provisions réglementées	(4)	79.185		5.492	73.693
Total		551.478	119.649	71.814	599.312

(1) Boni de fusion inscrits en capitaux propres

Les Boni de fusion inscrits en capitaux propres en 2016 proviennent de la société Sotris pour 537 K€ et de la société Valmy Energies pour 37 568 K€.

En revanche, le boni de TUP de la société Barcelonnette d'un montant de 25 K€ a été enregistré en résultat exceptionnel.

(2) Selon l'affectation de résultat 2015 :

- a. Distribution de dividendes aux actionnaires : 19 942 K€
- b. Rémunération de l'engagement de concours financier : 953 K€

(3) Subventions

Les subventions d'investissements reçues pour assurer le financement d'immobilisations sont rapportées au compte de résultat sur la même durée et au même rythme que l'amortissement du bien financé.

(4) Reprise annuelle de provision pour amortissement dérogatoire

2.3. Provisions

(Milliers d'euros)

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	Dotations et Apports de l'exercice	Reprises provisions utilisées	Reprises provisions non utilisées	Montant à la fin de l'exercice
Provisions réglementées					
Amortissements dérogatoires	79.185		5.493		73.693
Prov. spéciale de réévaluation	-		-		-
TOTAL I	79.185	-	5.493		73.693
Provisions pour risques et charges					
Provisions pour risques :					
- Litiges et divers	33.099	22.072	10.254	-	44.916
- Sinistres	21.993	7.759	6.172		23.580
Total provisions pour risques	55.092	29.831	16.426	-	68.496
Provisions pour charges :					
- Provision pour Impôts	2.605		2.605		-
- PRCI et Garantie totale	28.508	9.323	1.498		36.334
Total provisions pour charges	31.113	9.323	4.103		36.334
TOTAL II	86.205	39.154	20.529	-	104.830
Provisions pour dépréciation					
Immobilisations incorporelles	1.276	-	39		1.236
Immobilisations corporelles	648	-	84		564
Immobilisations financières	112.790	18.963	11.775		119.978
Stocks	6.380	4.402	4.808		5.974
Clients	9.290	377	3.020		6.646
Autres créances	39.112	12.123	1.744		49.492
TOTAL III	169.496	35.865	21.470		183.890
TOTAL GENERAL	334.886	75.019	47.492	-	362.413
Dotations et reprises					
- d'exploitation		15.735	16.483		
- financières		34.386	2.183		
- exceptionnelles		22.550	26.241	-	
Apports par transmission		2.347			
Apport partiel d'actif			2.585		

2.3.1 Provisions pour risques et charges**(i) Provisions liées aux contrats de concession**

Pour les contrats de concession, la société procède à un amortissement financier (appelé encore amortissement de caducité), il est calculé sur la durée du contrat, pour les immobilisations du domaine concédé qui figurent à l'actif du bilan (investissement d'origine et extensions).

(ii) Provisions pour litiges et contentieux

La politique en matière de provisionnement des litiges et des contentieux consiste à apprécier à la clôture de chaque exercice les conséquences financières de chaque litige et les probabilités qui leur sont associées. Les provisions pour risques correspondantes sont dès lors ajustées pour refléter cette appréciation.

(iii) Provisions pour sinistres

Les sinistres survenant sur les exploitations gérées par notre société sont pour la plupart couverts par les polices d'assurance souscrites à cet effet. La part non couverte correspondant en général aux franchises ou à des contentieux en cours sur des sinistres pour lesquels la responsabilité n'est pas définitivement établie fait l'objet de provisions ajustées à chaque clôture en fonction de l'évolution des dossiers.

(iv) Provisions pour perte à terminaison

Les contrats dégagant une perte finale probable font l'objet d'une provision pour perte à terminaison. La perte est provisionnée en totalité dès qu'elle est connue et estimée de manière fiable.

(v) Provisions pour contrôle Urssaf 2013-2015

Dalkia a réglé la totalité du redressement Urssaf mais a constitué une provision pour risques sur les points qu'elle entend contester, le montant s'élève à 11,3 millions d'euros.

2.3.2 Reclassement des reprises sur provisions sur filiales

Afin de ne pas déséquilibrer le résultat courant et le résultat exceptionnel, la société a reclassé en exceptionnel des reprises de provisions sur titres (provisions dotées à l'origine en financier) des filiales cédées et liquidées. Le reclassement s'élève à 8.644 milliers d'euros.

2.4. Produits constatés d'avance

Ils correspondent essentiellement à :

- la facturation au titre des chantiers en cours
- des droits de raccordement facturés aux abonnés et répartis sur la durée restant à courir du contrat de concession.

3. Autres éléments**3.1. Produits à recevoir et charges à payer**

Des produits à recevoir et des charges à payer ont été enregistrés dans les postes suivants :

(Milliers d'euros)

	Montant
Produits à recevoir	
Créances rattachées à des participations	1.049
Autres immobilisations financières	95
Créances clients et comptes rattachés	277.791
Autres créances	58.370
Total	337.305
Charges à payer	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	296
Emprunts et dettes financières divers	9.173
Dettes fournisseurs et rattachés	294.173
Dettes fiscales et sociales	141.263
Autres dettes	29.249
Total	474.154

3.2. Etat des échéances des créances et des dettes**3.2.1 Créances**

(Milliers d'euros)

	Montant brut	Dont à un an au plus	Dont à plus d'un an
Actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations	562.675	46.320	516.355
Prêts	3.264	23	3.241
Autres immobilisations financières	42.261	95	42.166
Actif circulant			
Avances et acomptes versés sur commandes	1.092	1.092	
Créances clients et comptes rattachés	552.164	552.164	
Autres créances	916.451	916.451	
Sous-total	2.077.907	1.516.145	561.762
Charges constatées d'avance	27.511	27.072	439
Total	2.105.418	1.543.217	562.201

3.2.2 Dettes

(Milliers d'euros)

	Montant Brut	Dont à un an	Dont de un à 5 ans	Dont à Plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établ. de crédit	36.212	26.637	2.305	7.270
Emprunts et dettes financières diverses	1.328.736	620.714	172.600	535.422
Avances et acomptes reçus sur commandes	5.154	5.154		
Fournisseurs et comptes rattachés	525.517	525.517		
Autres dettes	329.407	329.407		
Sous-total	2.225.026	1.507.429	174.905	542.692
Produits constatés d'avance	55.836	49.690	5.111	1.035
Total	2.280.862	1.557.119	180.016	543.727

3.3. Entreprises liéesCe tableau fait apparaître en valeurs brutes :

- dans la colonne « **Entreprises liées** » : les montants inclus dans diverses rubriques du bilan et du compte de résultat qui se rapportent à des opérations faites avec des sociétés consolidées dans le Groupe EDF ;
- dans la colonne « **Participations** » : les montants inclus dans diverses rubriques du bilan et du compte de résultat qui se rapportent à des opérations faites avec des sociétés détenues à plus de 10% par Dalkia.

(Milliers d'euros)

	Entreprises liées	Participations
Immobilisations financières :		
Participations	8	417.973
Créances rattachées à des participations	13.262	547.408
Prêts	-	3.170
Autres immobilisations financières	-	85
Créances :		
Créances clients et comptes rattachés	50.316	155.847
Autres créances	371.954	429.568
Charges constatées d'avance	1.338	69
Dettes :		
Emprunts et dettes financières divers	1.070.061	282.706
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	28.739	52.683
Dettes fiscales et sociales	468	6.679
Dettes sur Immobilisations et comptes rattachés	-	400
Autres dettes	6.174	3.376
Produits constatés d'avance	11	105
Produits financiers :	11.355	93.037
Charges financières :	30.093	2

B - ELEMENTS D'INFORMATION RELATIFS AU COMPTE DE RESULTAT**1. Ventilation du Chiffre d'affaires**

(Milliers d'euros)

Ventilation par secteurs d'activité	31/12/16	31/12/15	Variation
Ventes brutes P1	684.547	747.654	- 8,44 %
Ventes P2/P4	670.507	656.142	+ 2,19 %
Ventes P3	128.698	131.945	- 2,46 %
Ventes P6	397.095	368.688	+ 7,70 %
Autres activités	23.990	14.361	+ 67,06 %
Cessions internes	134.696	146.776	- 8,23 %
Total	2.039.533	2.065.566	- 1,26 %

2. Ventilation du résultat exceptionnel

(Milliers d'euros)

Nature des charges	2016
Charges exceptionnelles sur filiales cédées	17.314
Transfert de charges relatif aux coûts de départ	14.098
Charge sur contrôle Urssaf 2013-2015	11.277
Charges exceptionnelles sur filiales fusionnées ou liquidées	9.540
Provisions sur sinistres	7.656
Charge sur Contrôle fiscal 2011-2013	2.605
VNC des immobilisations corporelles cédées	2.287
Provision pour restructuration en IDF	2.000
Charges sur contentieux	1.235
Arrêt de l'activité Biomasse	500
Autres charges exceptionnelles (4,1 %)	2.940
Total	71.452
Nature des produits	
Produit exceptionnel sur filiales cédées	54.557
Produits exceptionnels sur filiales fusionnées ou liquidées	8.719
Reprises provisions sinistres	6.012
Reprise d'amortissements dérogatoires	5.493
Reprise quote part de Subvention d'investissement	3.672
Reprise provisions sur Contrôle Fiscal 2011-2013	2.605
Produits de cession sur Immobilisations corporelles	2.337
Reprise provisions pour risque sur filiale	909
Produits sur contentieux	877
Autres produits exceptionnels (7,2%)	6.662
Total	91.843
Résultat exceptionnel	20.392

3. Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

(Milliers d'euros)

Nature du résultat	Exercice 2016			2015
	Avant impôt	Impôt	Après Impôt	Après Impôt
Résultat courant	(309)	-	(309)	28.381
Résultat exceptionnel	20.392	-	20.392	1.860
Participation des salariés			-	-
Crédits d'impôt		14.531	14.531	14.880
Total	20.083	14.531	34.614	45.121

C - AUTRES INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

1. Engagements financiers

(Milliers d'euros)

	2016	2015
Engagements donnés		
Garantie solidaire	284.466	145.792
Engagements retraite (1)	114.741	110.599
Paievements minimaux futurs sur contrats Location simple -Preneur	116.843	120.870
Avals et cautions donnés	155.329	95.730
Garanties données dans le cadre de protocoles de cession	172.800	117.675
Cautions de contre garantie	46.890	65.862
Engagement acquisition actifs financiers	-	-
Garanties de passif	26.000	3.000
Paievements minimaux futurs sur contrats location financement	1.386	2.093
Autres	14.705	24.389
Total	933.160	746.010
Engagements reçus		
Lignes de crédit	50.000	50.000
Garantie reçue d'EDF relative aux obligations de renouvellement	30.000	28.000
Avals et cautions reçus des fournisseurs	16.422	20.710
Quotas de CO2 (2)	1.144	6.238
Engagements pris par les clients sur les financements qui leur ont été consentis	2.008	2.008
Total	99.574	106.956

(1) Engagement de retraite :

La société verse à son personnel des indemnités de départ à la retraite dont le calcul est fixé par la convention collective et les accords applicables. Cet engagement fait l'objet d'une évaluation actuarielle selon la méthode des unités de crédit projetées. Cette évaluation tient compte des probabilités de maintien dans la société jusqu'au départ en retraite, de l'évolution prévisible des rémunérations et des hypothèses d'actualisation financière.

Cet engagement a été calculé sur la base d'un taux d'actualisation (hors inflation) de 0,40 %, d'un âge de départ en retraite de 65 ans et d'un mode de départ volontaire.

(2) Engagement reçus sur les quotas d'émission de gaz à effet de serre

La société s'est vu attribuer des quotas de CO2 pour la période 2013-2020 correspondants aux installations de combustion, qu'elle exploite, d'une puissance installée supérieure à 20 MWH. Les quotas d'émission alloués au titre de 2016 se sont élevés à 89 527 tonnes.

Les Allocations de quotas pour la période 2016-2020 (données publiées par le Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie par Arrêté du 24/01/14- TNA Q3), d'un montant de 229 664 tonnes, valorisées au cours spot publié par ICE au 31/12/16 de 4,98 €, s'élèvent à 1.144 milliers d'euros.

Remise en état de sites, démantèlement

La société est susceptible en cas de non renouvellement de certains de ses contrats d'avoir à démanteler, à l'issue du contrat, les installations et raccordements correspondants. Le dénouement de ces contrats étant par nature incertain, aucune provision n'est constituée à ce titre.

2. Engagements spécifiques

2.1 Obligation de renouvellement

Dalkia doit assurer, dans le cadre de ses obligations contractuelles, le renouvellement des installations qui lui sont confiées par ses clients.

Une convention de concours financier a été mise en place entre EDF et DALKIA. Cette dernière bénéficie d'un engagement de concours financier d'EDF, au titre de son obligation de Garantie Totale, et ce pour les contrats existants depuis la date de scission (juillet 2014).

A ce titre, la société a bénéficié de la part d'EDF du remboursement à hauteur de 105.959 milliers d'euros des travaux de renouvellement engagés au cours de l'année et lui a versé en contrepartie une indemnité libératoire d'un montant de 103.840 milliers d'euros.

Cette situation ne modifie en rien les relations entre les collectivités délégantes et le concessionnaire qui reste entièrement responsable de l'exécution de ses obligations contractuelles de renouvellement vis à vis de ces collectivités.

2.2 Engagement matière – Quotas de CO²

Concernant les quotas de gaz à effet de serre, la société a adopté le modèle dit de « production » tel que prévu par la réglementation comptable en vigueur. En conséquence, une partie des quotas figurent en engagements hors bilan. Il est fait une distinction entre les quotas destinés à couvrir les émissions de gaz à effet de serre déjà intervenues, et ceux destinés à couvrir les émissions futures. Entre la date d'émission du CO² et la date de restitution des quotas afférents, les quotas consommés sont présentés en engagements hors bilan (engagement matière) dans la mesure où ils représentent l'obligation de restitution de la société.

En tonnes de CO²

Quotas en portefeuille	Quotas à restituer à l'Etat N+1	Quotas non consommés	CER en portefeuille	CER à restituer à l'état N+1	CER non consommés
153 054	279 060	0	0	0	0

2.3. Obligation d'économie d'énergie

Pour la troisième période d'obligations d'économies d'énergie, 2015-2017, l'obligation est déterminée par l'application d'un coefficient à la quantité d'énergie vendue aux « clients finaux ».

Ce coefficient est de 0.103 kilowattheure d'énergie finale cumulée actualisée par kilowattheure d'énergie finale, de chaleur et de froid, vendue l'année précédente aux ménages et aux entreprises du secteur tertiaire, sur le territoire national.

Dalkia a déclaré l'ensemble de ses ventes d'énergie aux clients « finaux ». A partir de cette déclaration, l'Administration calcule le niveau de l'obligation de Dalkia pour la période 2015-2017.

Notre obligation pour cette nouvelle période est de 2 999 016 940 kWh Cumac.

Au 31 décembre 2016, 20 616 GWh cumac ont été obtenus par Dalkia depuis l'origine du dispositif.

Engagement matière – Certificats d'économies d'énergie

En GWh cumac

CEE sur Registre	CEE déposés	CEE totaux	Obligation 3 ^{ème} période	Obligation 3 ^{ème} période 31/12/2016
3 654,04	7 953,26	11 607,30	2 999,02	1 876,24

Un nouveau type de certificat a été ouvert sur la période 2016-2017. Ce sont les certificats de « précarité ».

Notre obligation pour cette nouvelle période est de 602 274 396 kWh Cumac.

Au 31 décembre 2016, 68 272 840 kWh cumac ont été obtenus par Dalkia sur l'année 2016.

Engagement matière – Certificats d'économies d'énergie dits « précarités »

En GWh cumac

CEE précarité sur Registre	CEE précarité déposés	CEE précarité totaux	Obligation 1ère période	Obligation 1ère période 31/12/2016
68,27	141,63	209,90	602,27	301,13

3. Crédit-bail

(Milliers d'euros)

	2016	2015
Valeur d'origine	7.211	7.211
Amortissements	5.568	5.092
Valeur résiduelle	1.643	2.119
Redevances versées	5.963	5.255
Redevances restant dues	1.386	2.093
Dont redevances restant dues à 1 an au plus	543	
de 1 à moins de 5 ans	832	
à plus de 5 ans	11	

Conformément à la réglementation comptable en vigueur, les contrats de crédit-bail ne sont pas retraités dans les comptes. Les biens ainsi financés ne figurent donc pas à l'actif du bilan.

4. Accroissements et allègements non comptabilisés de la dette future d'impôt

L'incidence sur la dette future d'impôt des décalages dans le temps entre le régime fiscal et le traitement comptable des produits et des charges se traduit par un allègement certain de cette dette pour l'exercice 2017 de 3.376 Milliers d'euros, consécutif au report de la déduction fiscale de certaines charges provisionnées au 31 décembre 2016.

(En milliers d'euros)	Base	Taux	Allègement futur d'impôt
C3S 2016	3.333		
Ecart de conversion Passif	2.948		
Provision pour PSE en IDF	2.000		
Différences temporaires sur la SNC Solycap	603		
Total des charges déductibles sur 2016	8.884	38%	3.376

Dalkia est intégrée au Groupe EDF depuis le 1^{er} janvier 2015 :

- les déficits antérieurs à l'intégration fiscale s'élèvent à 105,9 millions d'euros ;
- les déficits nés pendant l'intégration fiscale s'élèvent à 55,3 millions d'euros.

5. Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE)

La 3^{ème} loi de finances rectificative pour 2012 a instauré un Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) à compter du 1^{er} janvier 2013 et codifié à l'article 244 quater du Code Général des impôts. A ce titre, Dalkia a comptabilisé sur l'année 2016, en réduction de l'impôt un crédit d'un montant de 14,1 millions d'euros.

Conformément aux articles 223 A et suivants du Code Général des Impôts, Dalkia SA est depuis le 1^{er} janvier 2015, membre du groupe fiscal intégré dont la société faitière est EDF SA. Ainsi, EDF SA est redevable de l'impôt auprès du Trésor, en lieu et place de Dalkia SA et de toutes ses filiales détenues à plus de 95% ayant opté pour l'adhésion au régime d'intégration fiscale. De ce fait, et dans la mesure où Dalkia SA est déficitaire fiscalement, le CICE calculé avec les agrégats de Dalkia SA est transmis à EDF SA qui l'utilise pour minorer l'impôt du groupe auprès du Trésor.

Au titre de l'exercice 2016, Dalkia SA a enregistré une créance d'impôt vis-à-vis d'EDF SA pour le montant du CICE. Dalkia SA disposera ainsi, en cas de résultat fiscal bénéficiaire futur, du droit de minorer le paiement de son impôt à EDF SA au titre des trois années suivant celle au titre de laquelle la créance de CICE a été constatée, soit jusqu'au 31 décembre 2019. Si Dalkia SA reste déficitaire fiscalement jusqu'à cette date, le CICE pourra faire l'objet d'un remboursement par EDF SA à Dalkia SA à compter de l'année 2020.

L'article 244 quater C du Code Général des Impôts n'instaurant une obligation de transparence qu'au titre d'une utilisation du CICE, Dalkia SA n'a pas cette année d'obligation légale dans la mesure où elle n'a pas individuellement utilisé son CICE et ne sera à même de satisfaire à son obligation légale qu'à compter de l'exercice 2020 pour le CICE constaté au titre de 2016.

6. Transactions avec les parties liées

Les transactions significatives effectuées par la société avec des parties liées ont été conclues aux conditions normales de marché.

7. Ventilation de l'effectif moyen

	2016	2015
Cadres	2.055	2.064
Agents de maîtrise	6.756	6.864
Employés et techniciens (reclassés en cat. ouvriers)	48	52
Ouvriers	748	809
Total	9.607	9.789

8. Compte personnel de Formation

A compter du 1^{er} janvier 2015, le CPF remplace le DIF (Droit Individuel de Formation) mais les salariés ne perdent pas leurs droits qu'ils pourront mobiliser jusqu'au 31 décembre 2020. L'alimentation du CPF est annuelle et est calculée à partir de la DADS par l'Administration qui transmet ensuite l'information à la Caisse des Dépôts et Consignation.

9. Rémunération du Conseil d'administration et des organes de Direction

La rémunération brute des membres du Comité Exécutif s'élève à 3.358 milliers d'euros pour l'exercice 2016.

10. Honoraires de commissariat aux comptes

Les honoraires de commissariat aux comptes au titre du contrôle légal des comptes et au titre des prestations de services entrant dans les diligences directement liées à cette mission sont mentionnés dans l'annexe aux comptes consolidés du groupe EDF.

11. Identité de la société consolidante, et de la société tête de groupe de l'intégration fiscale.

Depuis le 1^{er} janvier 2015, la société fait partie du groupe d'intégration fiscale dont la mère est EDF SA (régime prévu aux articles 223.A et suivant du CGI).

Adresse de la société tête de groupe :

EDF SA
22, avenue de Wagram
75008 PARIS

La société est consolidée par intégration globale dans les comptes du groupe EDF.

		Capital	Capitaux propres autres que le capital (1)	Quote part du capital détenue en pourcentage	Valeur comptable des titres détenus		Avances et prêts consentis par Dalkia	Montant des cautions garanties fournies par Dalkia	Chiffres d'affaires de l'exercice dernier exercice	Chiffre d'affaires du dernier exercice	Bénéfice ou Perte de l'exercice dernier exercice	Bénéfice ou Perte du dernier exercice	Dividendes encaissés par Dalkia au cours du dernier exercice	Observations
					Braie	Nette								
En K EUROS — Sociétés														
I - ENERGIE THERMIQUE														
C'E DE CHAUFFAGE	GRENOBLE	5 000	64 174	41,97%	9 232	9 232	0	0	70 195	67 351	3 607	2 424	404	Closure 30/06
CLIMAFEF	PUTEAUX	3 000	3 631	40,00%	7 744	2 850	0	0	0	-	-457	-	942	Dec 2016
CRAM	LE HAVRE	1 428	9 205	85,00%	24 885	24 885	0	0	96 796	98 042	4 580	4 500	3 034	Closure 30/06
CREIL ENERGIES	NANTERRE	3 837	-3 566	100,00%	3 837		9 975	3 290	8 872	8 888	-532	-120	0	
CVEL	NANTERRE	10 638	-20 734	100,00%	10 537		26 090	50 403	18 522	21 111	-5 595	-5 700	0	
DALKIA ATLANTIQUE SERVICES	TOURS	1 500	86	99,99%	3 135	3 135	1 479	0	7 449	6 910	22	-86	0	
DALKIA POLSKA	POLOGNE	23 513	43 435	100,00%	71 798	71 798	0	0	0	7 948	-3 449	1 454	0	
E.S.BIOMASSE	STRASBOURG	6 000	-454	49,00%	2 941	2 941	0	0	-18	870	-199	-377	0	
E.S. SERVICES	STRASBOURG	2 868	10 183	50,00%	2 326	2 326	2 329	0	16 048	34 713	-1 213	-433	0	
E2S	VELLEURBANNE	2 784	1 804	100,00%	2 669	2 669	0	0	37 379	36 235	1 405	1 502	1 392	
GE EVRY	EVRY	0	3 899	99,00%	6 526	4 846	0	5 635	23 112	22 243	3 608	3 559		Closure 30/06
INDUSTELEC DF	NANTERRE	900	264	98,18%	5 102	3 902	0	0	1 334	1 286	252	160	236	
INDUSTELEC SUD EST	LYON	300	513	99,97%	9 871	9 871	784	0	4 224	4 007	704	405	708	
OBM	NANTERRE	1 538	578	100,00%	3 020	3 020	0	0	7 252	5 013	401	419	400	
PERIN FRERES	SANT-ANDRE	2 825	2 110	100,00%	14 456	10 896	0	0	10 182	9 813	787	555	700	
R ENERGIE	SANT ANDRE	5 337	199	100,00%	6 337	0	20 972	2 255	9 470	10 602	-2 581	-246	0	
RESONOR	SANT-ANDRE	668	-10 273	100,00%	18 342	4 182	28 094	1 705	18 415	17 575	-1 679	-2 059	0	
SARCELLES ENERGIES	NANTERRE	40	-3 500	99,85%	5 848	0	0	0	11 918	11 521	-1 057	-287	0	
SDCL	TOURS	240	-316	99,94%	2 758	2 758	14 244	0	12 528	12 908	139	-910	0	
SOGETHA	GAP	220	-51	100,00%	3 200	3 200	1 411	0	6 635	-421	72	0	0	
SOMEC	NANTERRE	153	-3 752	100,00%	2 620	1 310	14 858	0	9 187	7 683	-1 058	-1 011	0	
SOMESYS	MARSEILLE	1 338	460	95,88%	13 287	7 771	0	0	2 962	2 347	790	277	793	
SOMUSSY	CLUYMONT	825	578	99,99%	3 287	1 829	0	0	8 066	8 110	645	483	640	
TECNI	NANTERRE	451	36	100,00%	18 476	400	0	0	64	0	373	-10	372	
Autres filiales et participations (renseignements abréviés)					38 802	24 572	660 183	106 302					33 839	
II - ENERGIE ELECTRIQUE														
COGESTAR	SANT-ANDRE	74	15 488	30,00%	8 313	8 313	2 090	390	57 147	60 365	1 845	1 779	-	
VALENEROIA	NANTERRE	2	417	99,00%	3 653	1 853	4 200	4 831	5 497	5 825	525	416	519	
Autres filiales et participations (renseignements abréviés)					673	651	38 250	4 161					18 372	
III - GENIE CLIMATIQUE														
Autres filiales et participations (renseignements abréviés)					2 151	2 151	0	780					384	
IV - FILIALES DE SPECIALITE														
BUGATEC DEVELOPPEMENT	CHASSIEU	1 700	1 331	100,00%	6 320	6 320	604	0		8 199		31	0	
ICESBROH	SANT SYLVAIN	335	8 823	100,00%	20 901	20 901	1 080	0	103 360	108 016	2 155	1 351	1 183	
TRU	PARIS	10 000	75 992	75,00%	28 000	28 000	0	0	80 578		-19 654			
Autres filiales et participations (renseignements abréviés)							37 674	37 855						
V - GESTION IMMOBILIERE														
Autres filiales et participations (renseignements abréviés)					432	211	834	0					0	
VI - DIVERS														
CAMPUS NORD EUROPE	LILLE	29 750	-3 618	100,00%	12 500	12 500	1 510	0	8 402	8 582	312	-29	0	
DALKIA INFRASTRUCTURE DE TELECOM - CIT	SANT - ANDRE	4 431	-18 554	100,00%	4 676	0	3 423	0	28 406	4 058	-7 573	-11 793	0	
EDF ENERGY SERVICES LIMITED	GRANDE BRETAGNE	6 620	-791	50,00%	3 177	3 177	0	0				-791	0	Acquisition
EDF LUMINUS SERVICES SA	BELOUQUE			49,00%	2 888	2 888								Acquisition
FENICE RUS LLC	RUSSE	18 079	-5 805	100,00%	23 673	23 673	0	21 338		2 585		-548		Acquisition
GESPAC France	SANT ANDRE	397	1 382	59,88%	8 378	2 275		10 243	7 133	6 903	410	481	397	
OPTIMEGE	PARIS	302	-3 222	99,50%	2 434	0	2 875	0	30	0	-22	129	0	
Autres filiales et participations (renseignements abréviés)					2 774	1 817	66 147	9 742					792	
TOTALIX					420 389	311 193								

(1) V compris le résultat de l'exercice

658 010 256 098

65 345